

**ARRETE ACCORDANT****UN PERMIS DE CONSTRUIRE COMPRENANT OU NON****DES DEMOLITIONS****DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

| DESCRIPTION DE LA DEMANDE | | référence dossier |
|---|---|--|
| Dossier déposé le 21/06/2023 complété le 07/07/2023 et le 18/08/2023 | | N° PC 059650 23 00019 (WATTRELOS) N° PC 059512 23 00067 (ROUBAIX) |
| Par : | SNC COGEDIM HAUTS DE FRANCE représentée par Monsieur Jérôme DELAGNEAU | Surface plancher existante : m ² |
| Demeurant à : | 57b Place Rihour 59800 Lille | Surface plancher créée : 7249 m ² |
| Pour : | PERMIS DE CONSTRUIRE VALANT DIVISION ET AUTORISATION ERP construction de 90 logements répartis en 43 logements collectifs et 47 maisons individuelles et de 2 cellules commerciales | Surface plancher supprimée : m ² |
| Sur un terrain sis : | rue d'Oran, LOTS L1/L2 LA LAINIERE WATTRELOS Cadastré : AR965, AR725p, AR965p, AR974, AR2, AR3, AR4, AR5, AR321, AR969, AR972, AR973, AR725, AR248, AR251, AR254 | Logement(s) créé(s) : 90 |
| | | Destination : Logements/cellules commerciales |

Le Maire,

Vu la demande de Permis de construire susvisée ;
 Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et R. 421-14 et suivants ;
 Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Européenne de Lille en vigueur ;
 Vu le Permis d'Aménager 59 650 17 O 0003 autorisé le 15/12/21 ;
 Vu l'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) consultée lors du Permis d'Aménager n°59 650 17 O 0003 ;
 Vu l'avis de la Commission Communale de Sécurité en date du 14 septembre 2023 ;
 Vu l'avis réputé tacite de la Commission d'Accessibilité de l'arrondissement de Lille consultée le 18 juillet 2023 ;
 Vu l'avis d'ILEO en date du 28 juin 2023 ;
 Vu l'avis de la Métropole Européenne de Lille en date du 15 septembre 2023 ;
 Vu l'avis d'ENEDIS - Gestionnaire du réseau d'électricité en date du 10 juillet 2023, indiquant que pour la puissance de Raccordement demandée de 392 kVA triphasé et sur la base des hypothèses retenues par ENEDIS, la contribution financière, en application des dispositions prévues au L.332-15 du Code de l'Urbanisme, est d'un montant estimé de 7 345,44 € HT ;
 Vu l'accord en date du 18 août 2023 de Madame Alice MAIGNON représentant la SNC COGEDIM HAUTS DE FRANCE, pour prendre en charge le coût de l'extension de réseau électrique ;

ARRETE

ARTICLE UN : Le permis de construire est **accordé** pour le projet décrit dans la demande susvisée et est assorti des prescriptions et observations énoncées ci-après.

ARTICLE DEUX : Le pétitionnaire se conformera en tous points aux avis émis par les services de la Métropole Européenne de Lille (pollution des sols, DECI, déchets ménagers et voirie et plus particulièrement le service assainissement), d'ILEO, d'ENEDIS.

ARTICLE TROIS : Conformément à l'avis de la Métropole Européenne de Lille (Assainissement), l'attention du pétitionnaire est portée sur le fait que le site est potentiellement pollué suite à la présence d'industries par le passé. Il devra s'assurer de la compatibilité de son projet avec la potentielle pollution présente sur le site, particulièrement concernant la gestion des eaux pluviales par infiltration. Conformément au PLU en vigueur et au règlement d'assainissement, l'infiltration sur l'unité foncière doit être la première solution recherchée pour l'évacuation des eaux pluviales.

ARTICLE QUATRE : Conformément à l'avis d'ENEDIS en date du 10 juillet 2023, la présente demande a été instruite sur la base de raccordement de 392 kVA triphasé. Conformément aux engagements figurant dans son courrier du 18 août 2023, le bénéficiaire du permis de construire prendra à sa charge la contribution relative à l'extension du réseau électrique pour un montant de 7 345,44 € HT. Les prescriptions émises par ENEDIS devront être respectées.

Le projet est susceptible d'être soumis à la Taxe d'Aménagement et à la Taxe d'Archéologie Préventive, il vous appartient de procéder à une déclaration auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction, sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Biens immobiliers ».

Il faudra également déposer obligatoirement la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) en mairie.

Fait à Roubaix, le **24 NOV. 2023**

Le Maire,



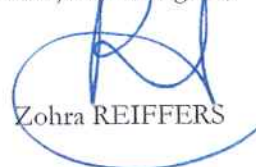
Guillaume Delbar

Fait à Wattrelos, le **24 NOV. 2023**

Le Maire,

Pour le Maire,

L'Adjointe déléguée,



Zohra REIFFERS



Affichage en mairie de l'avis de dépôt le : 27/06/2023

Affichage en mairie le : **05 DEC. 2023**

Transmission à la Préfecture le **05 DEC. 2023**

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au Préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Maire ou le président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : Les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la nature du projet, la date et le numéro du permis et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit indiquer le nom de l'architecte auteur du projet architectural si le projet est soumis à l'obligation de recours à un architecte. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ : Une autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans (décret n°2016-6 du 5 janvier 2016) à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et suivants du Code des Assurances.

Toute personne physique ou morale qui, agissant en qualité de propriétaire de l'ouvrage, de vendeur ou de mandataire du propriétaire de l'ouvrage, fait réaliser des travaux de construction, doit souscrire avant l'ouverture du chantier, pour son compte ou pour celui des propriétaires successifs, une assurance garantissant, en dehors de toute recherche des responsabilités, le paiement de la totalité des travaux de réparation des dommages de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens de l'article 1792-1, les fabricants et importateurs ou le contrôleur technique sur le fondement de l'article 1792 du Code Civil, dans les conditions prévues par l'article L. 242-1 du Code des Assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut-être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyens accessible par le biais du site : www.telerecours.fr. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

S.V.

JML



Urbanisme
Hôtel de ville
Place Jean Delvainquièrre
BP 3009
59393 Wattrelos Cedex

SV/JML/SS
Dossier suivi par Mme Sandrine SAEY
☎ 03.20.81.66.13
Mail : sandrine.saeys@ville-wattrelos.fr

Objet : PC n°59650 23 O 0029
Adresse du projet : Rue d'Oran - 59150 Wattrelos

Je soussigné Dominique BAERT, Maire de la Commune de WATTRELOS donne mon accord au titre de l'article L 111-8 CCH sur le permis de construire visé en objet.

Les prescriptions énoncées dans les procès-verbaux de la Commission Communale de Sécurité et de la Commission d'Accessibilité devront être intégralement respectées.

Wattrelos le 24 NOV. 2023



Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjointe déléguée,



Zohra REIFFERS

